

## De la parole aux actes

Paul Bélanger

CIEA-ICAE

Je voudrais tout d'abord remercier l'UNESCO de m'avoir invité, comme président du Conseil international de l'éducation des adultes, à vous adresser la parole. Avec les autres représentants des organisations de la société civile, nous sommes venus ici collaborer avec vous pour faire avancer le droit d'apprendre tout au long de la vie. C'est que nous sommes convaincus que le développement continu des savoirs et compétences au sein de la population adulte est un des investissements les plus stratégiques que les sociétés d'aujourd'hui sont appelés à faire.

Et cela est urgent, sans cela l'humanité n'aura par les moyens internes de faire face aux défis qui s'annoncent. Les conflits meurtriers qui surgissent, comme ce fut encore le cas la nuit dernière dans deux pays africains et comme nous le constatons trop régulièrement sur tous les continents, nous le montrent bien. Sans une société civile informée et forte de l'intérieur, de telles catastrophes deviennent inévitables. Oui, sans une distribution de la liberté d'apprendre, sans un renforcement à la base de compétences diplomatiques quotidiennes, la possibilité, peu importe le pays, de solutionner les conflits autrement que dans le sang devient pratiquement irréalisable. L'éducation des adultes est un outil essentiel pour la paix.

Mais alors comment vraiment parvenir à investir dans l'éducation tout au long de la vie des citoyennes et citoyens?

Au cours des délibérations préparatoires à CONFINTEA VI, les partenaires internationaux, nationaux ou non gouvernementaux ont tous convenus qu'à cette sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes, il va falloir passer de la parole aux actes. Le mot d'ordre, chez tous et chacun des partenaires, est vite devenu et est demeuré en cette session finale de CONFINTEA VI « de la rhétorique à l'action ».

Mais pour vraiment passer de la parole aux actes, deux questions se posent. Première question: pourquoi est-il important et même urgent que les adultes et les jeunes hors école puissent développer leur potentiel? Et deuxième question: comment passer à l'action, comment dès maintenant rendre cela possible?

### **1. Pourquoi est-il devenu nécessaire de déployer l'éducation tout au long de la vie?**

Le pourquoi ou plutôt les pourquoi sont important parce qu'ils sont à la base de la volonté politique à laquelle cette Conférence nous appellent tous.

Pourquoi donc investir dans le développement de la capacité d'initiative des adultes, dans l'accroissement de leur capacité d'action?

D'abord parce que les *objectifs de développement du millénaire*, les ODMs, ne sont pas réalisables sans la participation active et informée de TOUTE la population. On ne peut combattre le VIH/SIDA, sans faire de la prévention. On ne peut endiguer la montée fulgurante de cette pandémie, comme d'ailleurs du paludisme, sans une population informée et au fait des mesures préventives, sans activités d'éducation et de promotion de la santé. Cela s'appelle l'éducation des adultes.

On ne pourra assurer l'éducation primaire pour tous les enfants du monde, sans la participation active des parents, sans leur donner les moyens de s'équiper à cette fin, sans éducation parentale. Cela aussi s'appelle l'éducation des adultes.

On ne parviendra pas à réduire la faim dans le monde sans, à surmonter la crise alimentaire sans permettre aux agriculteurs et paysans et paysannes d'accroître le rendement de leur terre, sans investir résolument dans l'extension ou la vulgarisation agricole. Et cela se nomme l'éducation des adultes.

Dans l'énoncé des *objectifs de développement du millénaire*, l'éducation des adultes et des jeunes hors école n'est nulle part mentionnée, mais en fait elle est partout sous-jacente comme une condition nécessaire à leur réalisation. On ne pourra relever ces huit grands défis que l'humanité s'est donnée au début de ce millénaire, si 20%, 30, 40 et pire encore 60% de la population adulte n'a pas la possibilité de s'outiller pour y concourir. Aucun des Objectifs de développement du Millénaire ne peut être atteint sans la participation active et donc sans l'éducation des jeunes et des adultes.

Pourquoi, en pleine crise économique, certains pays ont décidé d'investir dans la formation des adultes ? Parce qu'on a reconnu que c'est là une des composantes essentielles des stratégies de sortie de crise. La formation continue de la population active n'est pas un luxe ou une dépense sociale; elle est une des réponses indispensables à la relance de l'industrie dans le contexte d'un marché mondial en perturbation. Il faut stopper les politiques macro-économiques qui voudraient empêcher les pays d'investir dans la qualification de leur population active justement pour mieux se préparer la sortie de crise. Ces macro-politiques ne semblent pas reconnaître que les changements exigés dans les modes et techniques de production ainsi que dans l'organisation du travail ne peuvent être réalisés sans un relèvement accéléré des compétences de base de la population. Les entreprises le requièrent pour se repositionner, les travailleurs le revendiquent pour protéger leur droit au travail et les populations migrantes en ont besoin pour se qualifier dans le pays d'accueil et d'abord y apprendre la langue. Il en est de même dans l'économie informelle, où les femmes et les hommes qui y œuvrent pour survivre, se doivent aussi d'accroître leur compétence. Or, tout ce travail de qualification devenu nécessaire a pour nom l'éducation des adultes.

Au fond, pourquoi reconnaître ce droit des femmes et des hommes à l'éducation tout au long de leur vie, sinon parce que tous nous avons le droit de vivre dans la dignité. Pouvoir continuer d'apprendre pour le citoyen et le citoyen d'aujourd'hui, peu importe où on se trouve sur la planète, n'est pas un loisir superflu réservé à une minorité privilégiée. Apprendre, c'est accroître son autonomie, c'est jouir de cette liberté nécessaire de questionner et de savoir d'avantage, c'est retrouver l'estime de soi et en conséquence celle des autres, c'est permettre à chaque citoyenne de renforcer son sens d'efficacité personnelle, c'est expérimenter la joie d'apprendre. Le droit d'apprendre n'est pas un luxe, mais une source d'énergie intime devenue socialement nécessaire pour continuer, dans nos sociétés actuelles, de se construire et de construire nos communautés. Nous avons tous le droit de vivre à la hauteur de l'intelligence humaine. Nous avons tous le droit d'apprendre à être, à apprendre à devenir, à apprendre à vivre ensemble. Pouvoir co-piloter nos vies dans toutes les transitions qui nous attendent est une aspiration bien légitime. Le *lifelong learning* ne peut être *lifelong* et *lifewide*, s'il n'est pas aussi *lifedeep*. C'est cela profondément l'éducation des adultes et c'est pour cela que l'éducation tout au long de la vie est devenue un droit fondamental.

Si la nécessité de l'éducation tout au long de la vie fait de plus en plus convergence, c'est aussi qu'elle est devenue un outil essentiel de développement de nos sociétés, une société qui ne peut demeurer réflexive sans un état continu d'éveil de la société civile, une société où le nécessaire état providence ne peut se maintenir sans devenir participatif. Et qui dit participation, dit information accrue et plus grande capacité d'agir. Oui, l'éducation des adultes est devenue une prérogative fondamentale parce qu'elle est devenue partout nécessaire à l'exercice de tous les autres droits : droit à la santé, au travail, droit à un environnement sain, défense contre la discrimination selon le genre, l'orientation sexuelle, l'âge, etc. Ainsi reconnu comme un droit légal et donc justiciable, la formation de base des adultes va pouvoir être accessible à la grandeur de la planète; et ce relèvement généralisé des compétences deviendra alors un levier puissant de développement socio-économique et de hausse de la qualité de vie.

Nous ne pouvons attendre 35 ans pour la population adulte puissent accroître sa formation de base, soit le laps de temps requis pour le faire par la seule voie de la scolarisation des jeunes. C'est maintenant, à l'intérieur de la génération adulte, qu'il faut agir. Déjà, aujourd'hui, 80% de la population adulte de 2021 a déjà quitté l'école et terminé sa formation initiale. Les sociétés, au Sud comme au Nord, ne peuvent attendre CONFINTEA IX, soit l'année 2043, pour relever le niveau de qualification de base de leur population adulte. C'est maintenant, durant les cinq ou dix prochaines années que les adultes d'aujourd'hui ont besoin d'acquérir de nouvelles compétences et capacités d'action. Certes, la formation initiale est essentielle, elle est la base requise pour continuer d'apprendre la vie durant. Cependant, cette formation en départ de vie ne suffit plus. Les parcours biographiques sont trop incertains, les transitions trop nombreuses, les contextes trop changeants. S'il fallait que le parcours éducatif des citoyens d'aujourd'hui s'arrête à la sortie de l'école des jeunes, ce serait

catastrophique. Et pourtant, oui et pourtant, les rapports annuels de l'UNESCO sur *l'Éducation Pour Tous* nous montrent que la formation de base des adultes demeure, et je cite, «tragiquement sous-financée».

Ce qui nous préoccupe dans cette sixième conférence internationale sur l'éducation des adultes, c'est aussi l'accroissement continu de la productivité sociale, culturelle et économique de nos sociétés. Les organisations de la société civile ne refusent pas de parler de productivité. Cette exigence a été et continue d'être un des moteurs de la montée humaine depuis le début de l'Homo sapiens jusqu' à aujourd'hui. La capacité d'action et d'initiative des hommes et des femmes a été et est encore plus que jamais la ressource stratégique non seulement la plus bénéfique, mais aussi la plus renouvelable. Mais il ne faut pas oublier, ce qui malheureusement est souvent le fait aujourd'hui, qu'il ne peut y avoir d'accroissement durable de la productivité sans distribution équitable de ses fruits. Il ne peut y avoir de participation soutenue de l'intelligence collective, sans une répartition équitable des bénéfices ainsi produits et sans condition pour que tous puissent s'outiller pour y contribuer.

Et c'est pourquoi il importe de corriger le tir et d'investir dans l'éducation tout au long de la vie, d'autant plus que le retour sur un tel investissement est exponentiel du fait de la propension observée à une reproduction élargie de la curiosité et des savoirs dans les communautés de vie et de travail. L'humanité ne survivra à ses crises alimentaires, économiques, écologiques et au choc inévitable de sa multiplicité culturelle, qu'à la condition que tous les citoyens du monde aient l'espace et les ressources pour apprendre d'une nouvelles façons de produire, de vivre et d'habiter ensemble. Et cet accroissement soutenu de la productivité par le renouvellement continu des savoirs et compétences a aussi pour nom l'éducation des adultes.

On le voit, le « pourquoi investir » dans l'éducation tout au long de la vie devient de plus en plus évident. Mais alors comment faire ?

## **2. Comment faire?**

Aujourd'hui, la question du *comment* est devenue aussi sinon plus importante que celle du *pourquoi*. Plus importante bien sûr parce que les solutions ne sont pas simples, mais aussi parce que faute d'y répondre concrètement, on ne pourra accomplir les changements majeurs que l'avenir nous commande de faire dès maintenant

Le premier pas est de se donner une vision élargie du champ actuel de l'éducation des adultes. Une vision d'abord qui inclut l'ensemble des activités d'éducation et de formation des adultes depuis l'alphabétisation jusqu'au développement professionnel continu des médecins et ingénieurs, en passant par la formation relié au travail, l'apprentissage des langues, l'éducation à la santé et l'environnement, la vulgarisation agricole, sans oublier le vaste champ de l'éducation populaire, et cela dans une perspective d'une éducation active tout au long des parcours de vie. Une vision élargie de l'éducation continue qui sait traduire

dans tous les champs d'activités humaines cette nécessité d'une capacité accrue d'initiative des populations et qui prend aussi en compte, dans tous ces domaines, l'aménagement d'environnements éducatifs favorables, de contextes d'action qui stimulent la curiosité, appellent et encouragent l'initiative individuelle et collective, qui donnent la soif d'apprendre, qui suscite le besoin de se perfectionner toujours davantage.

Le deuxième pas concret est l'adoption de politiques et législations reconnaissant explicitement que la réalité de l'éducation dans tous nos pays est en pleine mutation, où le nombre d'adultes apprenants ou en demande expresse d'apprendre dépasse le nombre de jeunes à l'école, au lycée ou au collège et dans les universités. L'adoption donc de politiques qui positionnent d'abord l'éducation des adultes au ministère de l'éducation responsable de la formation de base, de la formation professionnelle continue, de la formation à distance et de l'accès des adultes à la formation postsecondaire et universitaire. Mais l'adoption de politiques qui identifient aussi les activités de formation des adultes dans les autres ministères: la vulgarisation agricole, l'agriculture, la promotion de la santé, la formation des détenus à la justice, la promotion de la lecture à la culture, les actions des ministères de la condition féminine, de l'environnement et du bien être social, sans oublier évidemment les ministères de l'emploi et de l'immigration. Pour réaliser cette mission inévitablement interministérielle de l'éducation des adultes, une fonction nouvelle de communication, de synergie et de coordination volontaire s'impose pour laquelle le ministère de l'éducation est appelé à exercer un rôle-clé. Les investissements en éducation des adultes ne porteront leur fruit que dans la mesure où cet effort concerté mettra en place les dispositifs pour faciliter par l'information, l'accueil, la référence, la reconnaissance des acquis et les semaines des adultes en formation («adult learners'week») la difficile expression de cette vaste demande de formation, et pour assurer le transfert des apprentissages dans l'action, c'est à dire là où on pourra vraiment mesurer l'impact de l'effort collectif exigé.

Au plan international, la décision de la présente conférence de revoir d'ici 2012 l'instrument normatif de l'UNESCO, la Recommandation de 1976 sur le développement de l'éducation des adultes crée un espace important pour renouveler la vision de l'éducation des adultes et recommander des mesures législatives et économiques pour faciliter l'exercice du droit d'apprendre des adultes. A cet égard les attentes face à l'UNESCO et à son Institut de l'éducation tout au long de la vie sont grandes pour associer les différentes agences des Nations Unies au suivi de cette Conférence.

La troisième voie d'action est la mobilisation de tous les acteurs, gouvernementaux, économiques et de la société civile. Sans cette mobilisation l'adoption des mesures législatives et programmes gouvernementaux ne pourront donner les résultats attendus. Nos observations le montrent, c'est dans la mesure où la nécessité de hausser la compétence de la population active devient reconnue mutuellement par les employeurs, les syndicats et les organisations d'économie sociale de, que les politiques de formation continue deviennent efficaces. Le rôle actif des organisations de la société civile fait aussi toute la différence non

seulement dans le « faire faire » et le « faire avec », mais aussi dans l'élaboration des politiques et programmes et dans les actions de veille. Il en est de même des associations d'apprenants adultes, un mouvement en plein essor dans toutes les régions du monde pour faire reconnaître les conditions spécifiques des adultes, la difficile réconciliation famille-travail-formation. Plusieurs réseaux mondiaux ont été créés, autour et à l'extérieur du Conseil international de l'éducation des adultes au cours des dernières décennies pour éveiller l'opinion publique, sensibiliser les preneurs de décision et aider les acteurs du terrain à s'organiser: je pense à la *Campagne mondiale pour l'éducation*, au groupe d'action des femmes, le *Gender Education Office*, le *Hall of Fame* de l'éducation des adultes, le *Forum mondial sur l'éducation tout au long de la vie* et bien sûr au *Forum de la société civile* sur l'éducation des adultes et l'éducation populaire qui a tenu sa première session mondiale au cours des jours précédents cette Conférence.

Une quatrième voie d'action, bien que la plus difficile, est essentielle, soit la mobilisation des ressources financières et de personnels. On ne peut tout d'abord y parvenir sans développer et adopter des plans d'action spécifiant les objectifs à atteindre, des budgets alloués à cette fin et tout cela encadré dans une législation nationale. Comment est-il possible de parler de financement sans mentionner des chiffres concrets? Il faut que les principaux mécanismes financiers de l'*Éducation Pour Tous*, tels que l'*Education Fast Track Initiative* supporte explicitement les objectifs 3 et 4 de l'EPT, à savoir l'alphabétisation des adultes. La demande bien connue de consacrer 6% du budget de l'éducation nationale à l'éducation des adultes est réaliste du point de vue budgétaire et nécessaire quant au développement socio-économique. De même la cible convenue dans les *Objectifs de développement du millénaire* d'allouer 0.7% du PIB à l'aide internationale et la proposition d'investir 6% de la partie consacrée à l'éducation dans le développement des compétences de la population est le minimum nécessaire pour opérer le virage dont la nécessité fait maintenant consensus. Les budgets sont l'expression de la volonté politique.

Quelqu'un peut-il m'expliquer qu'un pays troisième producteur d'or au monde ne puisse trouver l'argent pour financer, tel que demandé, l'alphabétisation des adultes de ce pays. Pouvez-vous comprendre comment un pays premier producteur au monde de bauxite dit ne pouvoir financer la formation de base réclamée par les femmes et les hommes de son pays ? Je ne peux davantage saisir comment un pays accepte de vider ses réserves pétrolières en moins de deux décennies, c'est à dire de se départir ainsi de ses ressources non renouvelables, sans investir les fonds que cela dégage temporairement pour investir à long terme dans la ressource la plus renouvelable en sa possession, soit la population elle-même, sa capacité d'initiative, son intelligence? SVP révisons les budgets croissants affectés à l'armement en faveur de l'investissement le plus prometteur, l'investissement dans la créativité de la population.

Investir en éducation des adultes exige aussi d'investir dans la formation et les conditions de travail de celles et ceux qui y œuvrent. L'enjeu est la qualité de la formation et donc l'efficacité de l'investissement national consenti.

La cinquième et dernière voie d'action est le suivi, le contrôle des résultats. Il faut d'abord, on l'a dit, se fixer des cibles claires qui permettent de piloter l'action et faire les réajustements nécessaires. Précisément parce que les solutions ne sont pas simples, il est important que des mécanismes transparents soient instaurés pour faire le monitoring de nos actions et faire rapport régulier à tous les acteurs publics, privés et de la société. Oui ce qui compte, nous en convenons tous, ce sont les résultats et leur appréciation, non la rhétorique.

## **Conclusion**

En 1997, nous tenions la CONFINTEA V à la suite des grands sommets de Rio sur l'environnement en 1992, du Caire sur la population en 1994, de Beijing sur la condition des femmes en 1995, de Copenhague sur le développement social en 1996. Plus du tiers des recommandations de ces sommets mondiaux faisaient appel à une capacité accrue d'initiative de la population adulte. CONFINTEA V était portée par ce mouvement et devait y répondre. Cette cinquième conférence a produit un consensus sur une vision ample et dynamique de l'éducation des adultes, mais les actions qui ont suivi, certes réelles n'ont vraiment pas été à l' hauteur des attentes formulées alors dans l'*Agenda pour le Futur*. Douze années plus tard, CONFINTEA VI survient dans un tout autre contexte. Elle survient à la toute veille du sommet de Copenhague sur l'avenir climatique de notre planète, un contexte qui rend encore plus prégnant le titre que l'UNESCO d'Hambourg a donné à la présente conférence : *Adult learning for a viable future*. Si le Sommet de Copenhague réussit, l'éducation des adultes deviendra partout inévitable pour transformer les façons de vivre, de produire et de consommer. Si ce Sommet faillit, l'éducation des adultes sera encore plus nécessaire pour permettre à la communauté humaine du XXI<sup>ème</sup> de se ressaisir, de s'informer et d'exercer sa participation citoyenne pour assurer un avenir planétaire à nos enfants et à nos petits enfants, à Jules, Marius, Luca et tous les autres.

La planète ne survivra que s'il elle devient une planète apprenante.

Oui, il faut passer à l'action, c'est faisable et devenu inévitable.

Il nous faut avancer. Et comme le disait Einstein, «avancer, c'est comme monter à bicyclette : si l'on arrête de pédaler, on perd l'équilibre».